

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 144 - VENDREDI 1^{er} JUIN 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Après la caricature "Mélenchon égale La Pen", *Le Monde* publie un dessin présentant les Grecs comme un peuple de "branleurs". Ce n'est plus un quotidien du soir, c'est le crépuscule d'un quotidien.

AGENDA MILITANT

→ 2 juin

Montpellier [Quelles lois, quels moyens pour les langues et cultures de France](#)

Paris [Un secteur financier au service de l'intérêt général : quels enjeux ?](#)

Paris [Quelle\(s\) gauche\(s\) pour le Proche Orient ?](#)

Villepinte [Rassemblement festif FdG cuisine et musique du monde](#)

→ 5 juin

Paris [Patron contre Inspecteur du travail - G. Filoche](#)

→ 6 juin

Rennes [Quels projets, quels programmes pour le logement](#)
Gennevilliers [Pique Nique Front de gauche](#)

→ 9 juin

Béthune [Festival "Lettres nomades", avec Maram al-Masri et Abdellatif Laâbi](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ **Culture, éducation**

- [Libérons l'Enseignement supérieur et la recherche](#), CNESU
- [Le gouvernement doit émettre des signaux forts](#), communiqué intersyndical
- [École : L'alternative à la politique de la droite fait débat à gauche](#), José Tovar

Face à la saignée néolibérale Mobilisation dans la rue et dans les urnes

La perversion de la réforme Jospin éclate aujourd'hui à la figure de la gauche : inverser le calendrier entre présidentielle et législatives est une mesure de droite, une anémie de la démocratie, un piège anesthésiant. Hollande élu, le peuple de gauche est invité au spectacle des nominations (ministres, hauts fonctionnaires...), des décisions symboliques (salaires des PDG d'entreprises publiques), mais pas à la mobilisation.

Pendant ce temps, c'est encore l'arithmétique du 22 avril qui ressort des études d'opinion : une France électorale tirée à droite, travaillée par le Front national. La symbolique du pouvoir ne doit donc pas faire illusion : le peuple attend plus que des signaux sympathiques.

La Commission européenne avertit la France : « *sous peine de sanctions* », il faudra vite dire où se feront les coupes budgétaires, ne pas aller plus loin qu'un « *coup de pouce* » sur le SMIC, continuer à ouvrir les services publics à la concurrence « *non faussée* ». On parlera peut-être « *croissance* » au prochain Conseil européen, mais il y a plusieurs recettes possibles. Celle de la Commission passe par un marché du travail débarrassé des garde-fous légaux qui entravent sa flexibilité. Plus généralement, la duperie serait totale s'il suffisait d'adjoindre quelques emprunts européens au respect du Pacte budgétaire approuvé en mars par les chefs d'États. On aurait d'un côté une machine à récession généralisée, et de l'autre une illusion de volontarisme dont l'austérité maintenue tarirait aussitôt les effets.

Gouverner vraiment à gauche doit donc passer par une action dédoublée : sur la scène intérieure évidemment, et sur l'appel simultané au soutien des peuples d'Europe contre les intégristes de la finance. A commencer par une désolidarisation immédiate de tous ceux qui, comme C. Lagarde ou A. Merkel, veulent enjoindre le peuple grec à sortir de l'Europe s'il refuse la saignée imposée.

Seules les propositions du Front de gauche permettront de reconquérir réellement l'électorat encore désemparé. La reconquête des salaires doit commencer par celle du SMIC, la justice doit clairement passer par l'impôt progressif rétabli, les comptes publics doivent être mis en débat pour déterminer de quel droit la finance mondiale fait du chantage sur la dette alors que les richesses sont accaparées par les dividendes. Il ne peut y avoir de « *relance productive* » sérieuse sans des mesures de protection contre les licenciements illégitimes, et sans planification écologique.

● **Jean-Claude Mamet**, Convergences et Alternative

A quoi serviront les députés du Front de gauche ?

Quels rôles peuvent jouer les députés, et les élus en général, dans une stratégie politique en rupture avec les obligations liées à la participation à une majorité ? Cerises propose quelques pistes sur ce sujet sous-investi.

Nombre d'articles de presse se soucient de savoir si le PS et EELV auront bientôt à eux seuls une majorité absolue à l'Assemblée nationale ou si aucune majorité de gauche ne sera possible sans les députés du Front de gauche. Où sont les intérêts du PS et de François Hollande, et ceux du Front de gauche, en la matière ? La réponse n'est pas évidente.

Certes, à court terme, le Président de la République peut espérer mettre en œuvre son programme sans s'embarasser du point de vue de la gauche radicale, tentant de tenir son équilibre délicat entre « progrès » et « rigueur ». Mais une majorité monolithique, à peine tempérée si EELV obtient finalement un groupe parlementaire, aurait, à moyen terme, aurait à porter seule la responsabilité du bilan : les optimistes peuvent anticiper un bilan - "globalement" ?! - positif, qui appellerait une reconduction dans cinq ans, mais les réalistes peuvent envisager que le bilan ne pourra pas être celui espéré, vu la situation globale et les difficultés économiques et sociales actuelles. Dans ce cas, une majorité absolue des socialistes à l'issue des scrutins des 10 et 17 juin contribuerait à positionner

le Front de gauche comme alternative au gouvernement socialiste... et à la droite. Toutefois, le nombre de circonscriptions gagnables à gauche n'étant pas indéfiniment extensible, une telle majorité absolue se ferait (en partie) au détriment du front de gauche.

Minoritaire au sein d'une majorité de gauche, pour le PCF, le jeu consistait jusqu'à présent à obtenir des concessions, tantôt symboliques tantôt significatives, mais le plus souvent à la marge des propositions de loi. C'est avec cette logique qu'il s'agit de rompre aujourd'hui.

Situons-nous maintenant dans la perspective d'une non-participation du Front de gauche au gouvernement Ayrault 2. Il ne serait ni dans l'opposition (avec la droite), ni dans la majorité (solidaire du PS). Il ne serait pas non plus,

contrairement à ce que feint de croire une partie de la direction du NPA dans une forme de « *soutien sans participation* » au gouvernement. Cela a été le cas, par exemple, du soutien du PCF au gouvernement de Léon Blum (président du Conseil) en 1936, dans la dynamique du Front populaire. En fait, cette formule peut exister lorsqu'un gouvernement s'apprête à mener des réformes structurelles sans que la confiance ou un équilibre ait été trouvé entre partis partenaires (notamment si des points sensibles continuent de faire conflit). Aujourd'hui, qui peut croire à des réformes structurelles ?

Lors de précédentes participations du PCF à des majorités de gauche (entre 1981 et 1983 et entre 1997 et 2002), le groupe communiste servait à arracher des avancées, en faisant passer des amendements, tandis que la présence de ministres au gouvernement permettait de faire passer quelques lois emblématiques. Ce fut le cas en 1981 de la loi Le Pors qui a étendu la Fonction publique, jusque-là limitée aux administrations de l'État, aux collectivités territoriales, aux établissements publics hospitaliers et aux établissements publics de ●●●

●●● recherche, faisant passer le nombre de fonctionnaires sous statut de 2,1 millions à 5 millions. Autre exemple : en 2000, la loi Gayssot pour la solidarité et le renouvellement urbain (SRU) fixa notamment l'objectif de 20 % de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants, incluant au moins une commune de plus de 15 000 habitants.

En fait, l'activité des députés communistes au sein d'une majorité de gauche a, depuis des décennies, consisté à "peser dans le bon sens"... mais avec comme contrepartie le vote obligé par la solidarité gouvernementale des textes essentiels et parmi les échéances cruciales le vote des budgets de l'État et de celui de la Sécurité sociale (sur celui-ci on note quelques années avec des votes partagés parmi les députés communistes : abstention, contre). Le jeu parlementaire consistait pour le PCF à obtenir des concessions, tantôt symboliques tantôt plus significatives, mais presque toujours à la marge des propositions de loi. Rapports de force effectifs entre groupes parlementaires, mais concessions à la marge, qui ne changeaient rien d'essentiel aux orientations de la gauche convertie au libéralisme. Ce qui conduisait à mettre en sourdine l'enjeu décisif du développement d'un mouvement populaire. De fait, c'est avec cette logique qu'il s'agit de rompre aujourd'hui.

Parenthèse : la situation de minorité dans une minorité à l'Assemblée nationale n'est pas non plus confortable, car le PS occupe alors, en général, tout

l'espace de l'opposition. Paradoxalement, c'est dans une situation où le PS est au gouvernement et où "la gauche" est majoritaire dans les assemblées que la situation peut être plus intéressante, dans une optique de transformation de la société.

**Contribuer à armer
le "mouvement social",
désectoriser les
luttés, médiatiser une
cohérence alternative...
il s'agit moins de
représenter
les citoyens à l'intérieur
de l'hémicycle
que de construire
avec les mouvements et
de s'adresser
à la société.**

Passons en revue les rôles possibles pour des députés du Front de gauche.

Des députés pour tirer les débats et les lois à gauche ?

Nous avons déjà abordé ci-dessus, et connu dans la vie, les limites des stratégies consistant à centrer l'action sur l'obtention d'amendements qui, par exemple, étendent les mesures législatives. La lourde contrepartie à cette stratégie est de fait l'acceptation de la domination sociale-libérale. On peut certes porter avec force, conviction et talent des exigences de rupture ; on peut parfois grignoter des

avancées ; mais s'il s'agit du cœur d'une stratégie politique, alors le risque de décevoir est maximum.

Des députés pour informer les forces sociales ?

En réalité, les associations et les syndicats disposent de nombreuses informations, et s'appuient sur de nombreux experts, parmi lesquels les experts du quotidien et les experts des disciplines plus ou moins académiques. L'agenda des assemblées et le calendrier gouvernemental sont aujourd'hui à la disposition de tous, et avec Internet, le volume des informations de qualité accessibles à tous ceux qui le souhaitent est énorme. Bref, si des élus peuvent développer une information utile sur les projets et propositions de loi, et contribuer à les décortiquer, c'est toutefois un rôle de second ordre. Et cela ne fait pas une stratégie alternative.

Des élus pour soutenir l'élaboration de projets alternatifs...

Qu'il s'agisse d'établir des diagnostics, de confronter les points de vue, de formuler des propositions et des cohérences alternatives à celles des gouvernants, c'est une forme de contribution qui contribue à armer le "mouvement social", et non pas seulement à en représenter les exigences. Les moyens de l'Assemblée nationale seraient dépensés utilement si les élus et collaborateurs parlementaires s'associaient aux forces vives et citoyennes pour élaborer des analyses globales, désectoriser les luttes et les revendications partielles ou ponctuelles, proposer des leviers et des moyens d'actions... ●●●

●●● Imaginons par exemple que sur dix sujets, les députés du Front de gauche initient des processus très larges de concertation et d'élaboration ouvertes aux citoyens, incluant les enjeux de mobilisation. On serait loin des formes habituelles qui confinent la discussion entre les spécialistes ou sous la forme, passive, de l'audition. Et cela serait une manière de dépasser certains travers du localisme (en substance : « *je vais résoudre vos problèmes* », « *je serai surtout le représentant national de nos intérêts locaux* »...), tout en sollicitant la mobilisation sur le territoire d'élection. On serait alors dans le déplacement concret du curseur de la vie politique de l'institution à l'action citoyenne.

... et donner de la force à des propositions appelant une alternative politique

La puissance d'une représentation parlementaire, c'est - à condition de ne pas être phagocyté par la solidarité gouvernementale - la possibilité de médiatiser largement des éléments de cohérence alternative, de lui donner de la force dans un public large. Ce type de démarche - affirmation d'une identité politique autonome proposant une autre lecture de la société - a permis des percées substantielles de forces politiques minoritaires dans certains pays de l'Est de l'Europe, dans des systèmes politiques pourtant très verrouillés.

Dans le même temps, il pourra s'agir de contribuer à intégrer au sein des mouvements la possibilité d'un débouché institutionnel, sous condition de rupture avec les logiques dominantes. La difficulté est alors d'éviter les écueils de la croyance que l'on pourrait se passer des rapports de force dans la société en convainquant les adversaires ou en comptant sur les bonnes volontés spontanément disponibles. Se passer des rapports de force est un luxe que les militants de l'émancipation non seulement ne peuvent pas se permettre mais qui contredit leur lecture de ce que sont les rapports de

domination : affrontements et antagonismes, contradictions, qu'il n'y a nul besoin d'exagérer pour constater qu'ils sont irréductibles dans l'ordre social actuel.

Des élus pour démasquer la crise du système démocratique

C'est l'une des pistes les moins travaillées et les moins investies par la gauche d'alternative. Dans ses pratiques, jusqu'à présent, on trouve d'une part l'intervention générale sur la crise de la démocratie, la critique plus ou moins

Les élus ne sont-ils pas bien placés pour exprimer les limites et les contradictions de la démocratie représentative, notamment en prenant des positions ouvertement subversives, sur le fond et sur la forme, rompant avec le ronron républicain et ses mises en scène lassantes ?

forte du système de représentation, la revendication de la 6^{ème} République, et d'autre part des élus qui siègent dans de nombreuses assemblées et institutions, une institutionnalisation de fait des partis (incluant une dépendance financière à l'égard de l'Etat) et des phénomènes de notabilisation. Toutes les sensibilités de la gauche d'alternative sont concernées par ces questions, de même que par la question de l'utilité de l'action de l'élu (à quoi bon avoir des élus uniquement dans la protestation ?).

Cette situation, dans nombre de cas, conduit à une certaine "schizophrénie" : une critique théorique, ou dans les

textes de congrès, du système institutionnel ; une pratique du pouvoir intégrée à celui-ci, avec sa dimension personnelle souvent passée sous silence (entre quête de reconnaissance et soif de pouvoirs, fussent-ils modestes). Prenons le contrepied de cette impasse : les élus ne sont-ils pas bien placés pour exprimer les limites et les contradictions de la démocratie représentative, notamment en prenant des positions ouvertement subversives, sur le fond et sur la forme, avec le ronron républicain et ses mises en scène lassantes ?

Remarquons que le possible passage à une stratégie autonome du Front de gauche vis-à-vis du PS au niveau national ne va pas manquer de poser des questions concernant d'autres échelons territoriaux (régions, départements, villes...). Il ne s'agit pas là de signifier qu'il faudrait nécessairement, par souci de cohérence et en vertu d'une position de principe, quitter d'un coup tous les exécutifs locaux où le Front de gauche est minoritaire dans une majorité... mais disons qu'aucune question ne doit être tabou et qu'il y aura peu à peu à se forger une doctrine sur le sujet, et qu'il faudra certainement des expériences, des succès et des échecs... avant de réussir à avoir une cohérence partagée.

En attendant ces débats nécessaires, qu'il faut mener sereinement pour ne pas se diviser, s'esquissent déjà des pistes et des pratiques qui concrétisent l'idée de se doter d'« élus partenaires » des mouvements de la société et des luttes. C'en est fini de la toute puissance de l'élu qui, soi-disant, pouvait régler, par son entregent, les problèmes concrets, à force de permanences en mairie et de relations tous azimuts. Et dans le même temps, on est loin de la théorisation de l'impuissance des élus, qui ressemble à la théorie de l'impuissance de la politique en général. Sur ce sujet aussi, tout commence !

● Gilles Alfonsi

Les sens de quelques candidatures du Front de gauche

Les candidats du Front de gauche ne manquent ni d'idées, ni ... de différences pour présenter le sens de leurs candidatures ou leur conception du rôle de député-e. Morceaux choisis d'un puzzle à inventer.

Marie-Hélène Amiable (députée sortante de la 11^{ème} circonscription des Hauts-de-Seine)

Suppléante : Catherine Margaté

Slogan de campagne :

“On peut compter sur elle”



« Comme Députée, c'est en premier lieu vers notre circonscription que je tourne mon action et mon ambition. Et je dois dire combien je suis fière

de la confiance que vous m'avez témoignée. (...) C'est d'abord en fonction des réalités de terrain que doit se prendre chaque décision. Certes, cela demande plus de travail mais c'est le seul moyen d'avancer. (...) Beaucoup a été fait mais le plus important à mes yeux reste l'avenir. C'est ainsi que je vois ma responsabilité de Députée ; défendre, rassembler, aider à monter des projets, contrecarrer les mauvais coups et toujours vous faire entendre à l'Assemblée nationale. Et il y a beaucoup à faire. En ces périodes incertaines et difficiles, vous avez, avant tout, besoin d'élus sur qui compter. Vous pouvez être sûr que c'est ma priorité, le seul objectif de mon action de parlementaire. Pour vous, je veux y consacrer mes compétences, mon énergie. »

Site : <http://mhamiable2012.fr/>

François Asensi (député sortant de la 11^{ème} circonscription de la Seine-Saint-Denis)

Suppléante : Clémentine Autain

Slogan de campagne :

“A gauche, on avance tous ensemble !”



« Vous m'avez toujours accordé votre confiance pour être le député de toute la gauche,

des démocrates, des écologistes. Avec vous, j'ai toujours battu la droite et fait barrage à l'extrême droite. Inlassablement, j'ai porté une voix forte à l'Assemblée nationale, la vôtre, celle de nos villes. Avec vous, j'ai lutté contre les mauvais coups du gouvernement Sarkozy. Plus que jamais, je suis déterminé à construire avec vous une société enfin juste et humaine, face à l'insolence de l'argent-roi qui s'attaque aux États, brise les solidarités, met en concurrence les individus et affaiblit notre pacte républicain. (...) Ma candidature, c'est un projet collectif, au service de l'intérêt général, du bien public et des habitants. Fort de ces valeurs et du travail accompli ensemble, je sollicite votre confiance pour porter fidèlement votre voix à l'Assemblée nationale et représenter Sevran, Tremblay-en-France et Villepinte. »

Site : <http://www.asensi2012.com/>

Patrick Braouezec (député sortant de la 2^{ème} circonscription de la Seine-Saint-Denis)

Suppléante : Carine Juste

Slogan de campagne :

“Ensemble à gauche”



« Les aspirations et solutions que la campagne du Front de gauche menée par Jean-Luc Mélenchon

a imposé dans le débat public doivent être entendues par le prochain gouvernement. Tous ces combats sont devant nous. Ne laissons pas les banques et les institutions européennes nous voler la victoire en nous imposant des politiques d'austérité. Député, je serai, comme je l'ai toujours été, attentif à ce que les préoccupations que nous portons collectivement soient entendues et défendues. Je ferai le lien permanent entre les luttes sociales et le travail au parlement pour offrir des perspectives durables et concrètes de changement. (...) Fidèles aux valeurs de gauche, aux valeurs de solidarité et de progrès social, je porterai ce besoin urgent de transformation sociale et écologique. Vous pouvez compter sur moi pour rester à vos côtés et pour continuer de porter les revendications de nos quartiers populaires à l'Assemblée nationale. »

Site : <http://braouezec2012.fr/>



●●● **Ian Brossat** (17^{ème} circonscription de Paris)

Suppléante : Danièle Obono

Slogan de campagne :

"Prenez le pouvoir"



« Je suis pour le non cumul des mandats. Je quitterai donc mon mandat de conseiller de Paris pour me

consacrer à celui de député. D'autre part, les électeurs connaissent mal le travail d'un député d'arrondissement. Je mettrai donc en place des comptes rendus de mandat réguliers avec eux. Enfin, une assemblée de circonscription permettra aux habitants de s'emparer de thèmes, le logement, par exemple, débattus par l'Assemblée nationale, avant que les lois soient votées. »

Site : <http://www.ian-brossat.fr/candidats/>

François Delapierre (10^{ème} circonscription de l'Essonne)

Suppléante : Marjolaine Rauze

Slogan de campagne :

"Un député qui assure à gauche"



« Ma méthode : place au peuple ! Je mettrai en place un atelier législatif pour associer les citoyennes et les citoyens

qui le souhaitent à la rédaction de mes propositions de loi. Cet atelier législatif étudiera les principaux textes de la mandature. Des juristes mettront en mots les principes que nous adopterons ensemble. Le peuple doit se mêler des lois car elles le concernent. (...) C'est clair : je ne voterai jamais avec la droite contre des lois de gauche. J'ai suffisamment combattu l'UMP ces dernières années pour ne rien faire qui lui rende service ! Contrairement

à ce que prétend l'UMP, la diversité à gauche, ce n'est pas le désordre. Je siége déjà comme conseiller régional dans une majorité diverse. Quand la majorité n'est pas monocolore, cela facilite la discussion et le respect mutuel. Les relations sont plus faciles. »

Site : <http://www.francoisdelapierre.fr/>

Jacqueline Fraysse (députée sortante de la 4^{ème} circonscription des Hauts-de-Seine)

Suppléant : Rodolphe Balensi

Slogan de campagne :

"Pour l'humain d'abord"



« De la bataille des élections législatives qui s'ouvre, va dépendre la possibilité de maintenir grande

ouverte la porte du changement. Il faut maintenant élire à l'Assemblée nationale une majorité de gauche qui soit à la hauteur de la situation et compte pour cela en son sein les députés prêts à voter les lois sociales et démocratiques sans lesquelles le changement ne sera rien. (...) Il faut de très nombreux députés Front de gauche pour reprendre le pouvoir sur le secteur bancaire et financier, pour mettre en place un pôle public de la banque et du crédit. Il faut de très nombreux députés Front de gauche favorables au relèvement significatif du SMIC et des salaires, décidés à engager le retour de la retraite à 60 ans à taux plein pour tous, à interdire les licenciements boursiers, à relancer l'emploi industriel et les services publics. Il faut de très nombreux députés Front de gauche qui aient le courage de soumettre au vote des droits nouveaux pour les salariés du public comme du privé, pour les jeunes qui méritent mieux que l'apprentissage à vie, pour les femmes dont les salaires sont toujours largement en deçà de ceux de leurs collègues masculins. »

Site : <http://www.jacqueline-fraysse.fr/>



Candidats de la FASE

La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) présente 24 candidatures (9 titulaires, 15 suppléants) lors du scrutin du 10 juin. Elle participe à la campagne de très nombreux candidats du Front de gauche et, parfois, soutient d'autres candidatures.

- Candidatures FASE / Front de gauche

Hautes-Alpes (1^{ère} circonscription)
Jean-Claude Eyraud (titulaire)

Aude (1^{ère} circonscription)
Rosine Charlut (titulaire)

Bouches-du-Rhône (1^{ère} circonscription)
Geneviève Guinot (suppléante)

Calvados (1^{ère} circonscription)
Etienne Adam (suppléant)

Calvados (5^{ème} circonscription)
Mireille Brun (titulaire)

Côte d'Or (1^{ère} circonscription)
Félix Shapira (suppléant)

Finistère (3^{ème} circonscription)
Françoise Panaget (suppléante)

Finistère (5^{ème} circonscription)
Yannick Hervé (suppléant)

Loire (2^{ème} circonscription)
Olivier Lafferrière (suppléant)

Rhône (6^{ème} circonscription)
Pascal Lebrun (suppléant) ●●●

●●● **Savoie** (3^{ème} circonscription)
Bernard Trigon (suppléant)

Seine Maritime

(2^{ème} circonscription)
Brigitte Berger (suppléant)

Yvelines (4^{ème} circonscription)

Claude Latapie (suppléant)

Deux Sèvres (3^{ème} circonscription)

Thibault Lalu (titulaire)
Eric Rousselière (suppléant)

Hauts de Seine

(4^{ème} circonscription)
Jacqueline Fraysse (titulaire)

Seine-Saint-Denis

(2^{ème} circonscription)
Patrick Braouezec (titulaire)

Seine-Saint-Denis

(11^{ème} circonscription)
François Asensi (titulaire)
Clémentine Autain (suppléante)

- Candidatures FASE / Hors front de gauche

Haute Loire (1^{ère} circonscription)

Martine Dejean (suppléante)

Puy de Dôme (1^{ère} circonscription)

Edith Perol (suppléante)

Val d'Oise (5^{ème} circonscription)

Alima Boumedienne-Thiery (titulaire)

Val d'Oise (8^{ème} circonscription)

Boualem Sanoui (titulaire)
Malika Fecih (suppléante)

●●● **Jean-Claude Eyraud** (1^{ère} circonscription des Hautes Alpes)

Suppléant : Franck Gatounes

Slogan de campagne :

“Pour une alternative citoyenne à gauche”



« Les électeurs du Front de gauche ont largement participé à la défaite de la droite extrême et de l'extrême droite. Il nous faut maintenant intensifier nos actions vers les élections législatives.

Nos propositions, différentes de celles du PS et de notre Président, ne pourront plus être ignorées par les théories (pas vraiment fondées) du vote utile. Dès demain nous allons reprendre sur nos circonscriptions des Hautes-Alpes notre travail d'explications sur les nécessités de changement réel, social et écologique et nous ferons tout pour améliorer encore le résultat du Front de gauche. Nous devons avoir un groupe déterminant de députés à l'Assemblée nationale pour pouvoir peser sur la politique de la France et de l'Europe. Face à la finance internationale, le temps de l'économie politique et d'une véritable démocratie est venu. Les peuples ont suffisamment souffert de la dérégulation, nous devons reprendre la maîtrise de notre avenir et ne pas laisser celui-ci sous la coupe des banques mais mettre en place une politique et une économie au service de l'humain où la monnaie sera seulement un moyen d'échange ! »

Site : <http://jceyraud.blogspot.com/>

Isabelle Mazelin (5^{ème} circonscription du Finistère)

Suppléant : Yannick Hervé

Slogan :

“Prenez le pouvoir pour une véritable alternative à gauche”

« Élus du Front de gauche, nous nous



battons pour l'abrogation urgente de la majorité des textes adoptés sous Sarkozy. Nous porterons à l'Assemblée nationale des

propositions fortes dégageant 5 priorités : 1. Partageons autrement les richesses (...) 2. Mettons en place un indispensable levier financier (...) 3. Mettons en œuvre une transition écologique 4. Faisons vivre la démocratie et redonnons le pouvoir au peuple (...). 5. Ouvrons un débat en Europe sur la remise en cause du Traité de Lisbonne (...). Dans notre circonscription, les résultats de la présidentielle montrent que la droite peut être largement battue, vous pouvez donc voter en toute liberté pour notre candidature de progrès social afin de réussir le changement à gauche et de mettre en œuvre une politique de transformation qui permette de vivre mieux. »

Site : <http://fdg29-5.elunet.fr/>

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
Noyau de Cerises: Gilles Alfonsi
Gilles Boitte, Michèle Kiintz
Roger Martelli, Philippe Stierlin
Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr

Le doigt dans le clafoutis

Le second souffle ou le soufflé

Je me souviens d'un film drôle intitulé : *C'est pas parce qu'on n'a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule*. Les étudiants québécois, eux, avaient tellement de choses à dire à leur gouvernement, qu'ils l'ont ouverte, en y ajoutant des bruits de casseroles. Avec un message clair de rejet du néolibéralisme, d'une logique destinée à rendre payants tous les services publics et ce qui appartient au patrimoine commun : université, santé, sous-sol, paysages, institutions. Le mouvement fédère aujourd'hui les étudiants, les syndiqués, les profs, les artistes.

Et le vieux continent ? De la Grèce à l'Espagne en passant par l'Islande, l'ordre économique libéral est contesté, le capitalisme en cause. Partout, question sociale et pouvoir du capital sont au premier plan. Bref, mondialement, il y a besoin de fraîcheur et de fraîche.

La France et la Grèce, elles, retournent aux urnes. Il n'y a pas à tortiller : ici, des législatives réduites à valider une élection présidentielle sont un déni et un défi démocratiques. Nous avons besoin de leviers nous aidant à rompre avec l'attentisme ambiant.

La question posée aux forces antilibérales et anticapitalistes en France est de faire rebondir une dynamique qui a conduit 4 millions d'électeurs à voter pour le Front de gauche à la présidentielle. Être l'un des acteurs-clés de la transformation sociale et de la rupture en Europe, capitaliser nos acquis politiques sont nos tâches. De même qu'exposer publiquement, en éloignant tout esprit boutique ou sectaire, la diversité et la cohérence du Front de gauche. Y aura-t-il un second souffle ou bien le soufflé retombera-t-il ? La dynamique est-elle là ? Faire moins bien aux législatives qu'à la présidentielle serait problématique.

Que faire ?, dirait pépère. *Que dire ?*, telle est plutôt la question. Bien sûr que les candidat-e-s du Front de gauche sont celles et ceux de la résistance à la finance. De l'annulation des dettes européennes. De l'éradication du chômage, de la précarité et de la misère, non de leur atténuation. Mais surtout du pouvoir du peuple sur sa propre vie, les banques et les actionnaires. Et de l'encouragement aux mouvements qui, comme en 1936 ou en 1968, ont arraché des acquis sociaux et sociétaux.

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine

Le printemps érable se fait entendre

Comme au Chili en 1973, les Québécoises et Québécois rentabilisent leur casserole pour dire haut et fort le message que le gouvernement prétend étouffer.

(Photo : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=F774WwJB0iw)



Appropriation collective

Depuis plus de trois semaines maintenant, avec l'aide du Dal 35, 200 migrants occupent une maison de retraite désaffectée à Pacé à quelques kilomètres de Rennes. La plus grande réquisition de France !

Cela fait 3 ans que le Dal 35 organise des réquisitions à Rennes et autour de Rennes, et met à l'abri, au moins provisoirement, demandeurs d'asile et personnes sans papiers, dont des femmes enceintes, des enfants et des nouveaux-nés, des familles entières, des femmes et des hommes isolés, la plupart avec des parcours de vie difficiles pour ne pas dire douloureux.

Les structures d'accueil des demandeurs d'asile et les structures d'hébergement d'urgence existantes sont totalement insuffisantes au regard des besoins. Les travailleurs du 115 sont submergés d'appels, au point de renvoyer vers le Dal les personnes auxquelles ils ne peuvent plus apporter de réponses. Chaque semaine, entre 100 et 200 personnes sans abri se présentent à la permanence de la mairie de Rennes pour signaler leur situation.

Il est des situations d'urgence où il est inconcevable d'attendre un changement politique. En faisant ces réquisitions, les militants du Dal se donnent le pouvoir de répondre temporairement aux besoins de logement. Ils en organisent même l'auto-gestion.

Peu d'élus soutiennent ces actions de réquisition. Pourtant, quand les salariés occupent une usine pour en empêcher la délocalisation, ils ont souvent le soutien de nombreux élus de gauche. Récemment, les Fralib ont même reçu la visite du ministre du Redressement productif.



Depuis des mois, nos élus locaux renvoient la question du logement au préfet, pointant dans le même temps les conséquences de la politique du gouvernement Sarkozy. Ils n'ont pas tort puisque celui-ci n'a eu de cesse de réduire les moyens pour l'hébergement d'urgence et l'accueil des demandeurs d'asile, qui deviennent la plupart du temps des personnes sans papiers, l'asile n'étant accordé qu'à une très petite partie d'entre eux. Que vont faire ces mêmes élus locaux de gauche maintenant que le gouvernement a changé de majorité ? La plupart des réquisitions finissent en expulsion et l'absence de solutions pérennes devient de plus en plus insupportable.

Nous avons tous droit à un logement que l'on soit demandeur d'asile ou non, que l'on soit étranger ou non.

Réquisitionner des logements vides, construire ou rénover des logements, pour que ce droit soit effectif, c'est investir pour le bien-être de tous, plutôt que dilapider les richesses en rémunération d'actionnaires ou en spéculation. Et c'est de l'économie qui permet de répondre aux besoins humains.

Porter ces exigences jusque dans les institutions comme l'Assemblée nationale, c'est ce que nous attendons de nos élus, des élus partenaires des luttes, et particulièrement quand celles-ci sont porteuses de l'exigence d'égalité des droits pour toutes et tous. En cette période d'affrontement avec le FN et les idées d'extrême droite, c'est salutaire.

Pour que la plus grande réquisition de France ne deviennent pas la plus grande expulsion de France.

● Sylvie Larue